

Les implications d'une posture de participation multisituée sur le terrain des maraudes parisiennes

Caroline Arnal, Doctorante

Université de Versailles Saint Quentin, Laboratoire PRINTEMPS

Résumé

À partir d'une enquête ethnographique menée au sein des maraudes à Paris, cet article interroge la place du chercheur sur ce terrain afin d'en apprécier les implications sur les connaissances produites. Dans le cas particulier de cette activité, nous analysons comment le choix d'une posture multisituée – qui a consisté ici à occuper un poste de bénévole dans trois associations différentes – a entraîné la transgression d'une norme implicite du milieu étudié : celle de la fidélité associative. Nous montrons alors comment certaines épreuves de l'enquête se sont révélées propices au dévoilement des enjeux relatifs au maintien des engagements au sein de cette activité mobilisant une diversité d'opérateurs aux statuts différenciés. Ce récit critique et objectivant de notre expérience d'enquête nous amènera plus généralement à exposer la manière dont se fabrique la vigilance ethnographique au gré des contingences et des singularités du terrain investi.

Mots clés

OBSERVATION PARTICIPANTE, TRAVAIL SOCIAL, BÉNÉVOLAT, FIDÉLITÉ ASSOCIATIVE, MARCHÉ ASSOCIATIF

Introduction

Classiquement, lorsqu'un(e) chercheur(se) s'engage dans une démarche ethnographique, se pose la question de la conciliation entre son immersion nécessaire dans le milieu étudié et l'indispensable distanciation exigée par son métier. Lorsque le monde investi est celui des associations, et plus encore celles œuvrant à des actions de solidarité, la question se pose avec acuité

Note de l'auteure : Je tiens à remercier l'ensemble du comité éditorial de la revue ainsi que les deux évaluateurs anonymes pour leurs relectures attentives de versions préalables de ce texte. Je remercie également Sandrine Nicourd pour ses remarques qui m'ont aidée à en améliorer le contenu.

RECHERCHES QUALITATIVES – Vol. 33(1), pp. 109-131.
VIGILANCE ETHNOGRAPHIQUE ET RÉFLEXIVITÉ MÉTHODOLOGIQUE
ISSN 1715-8702 - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>
© 2014 Association pour la recherche qualitative

puisque des valeurs d'engagement et d'adhésion à une cause y sont promues et le plus souvent défendues au sein de collectifs liés par une sociabilité forte. Dès lors, la recherche d'un juste dosage entre proximité personnelle et distance propre à la démarche sociologique, entre implication et déprise, ne cesse de se poser à l'enquêteur investi dans une recherche au long cours. Pour espérer tirer profit de ces paradoxes, à défaut de les résoudre, l'ethnographie s'est depuis longtemps dotée de garde-fous aux premiers rangs desquels la réflexivité méthodologique apparaît comme un principe incontesté. Cette réflexivité consiste à produire « une analyse critique, raisonnée et systématique des conditions d'enquête menée aux différents stades de la recherche afin de développer des savoirs rigoureusement construits » (Buscatto, 2010, p. 11).

Je propose dans cet article de souscrire à cette exigence à partir du récit d'une enquête au sein des maraudes auprès des sans-abri, menée dans le cadre d'un travail de thèse. Les maraudes désignent l'activité d'équipes mobiles composées de salariés – parmi lesquels de nombreux travailleurs sociaux – et/ou de bénévoles venant en aide aux personnes démunies directement dans la rue. Arpentant les rues, les maraudeurs repèrent les personnes sans domicile, vont à leur rencontre, leur apportent parfois des soins, des repas, les orientent vers des structures d'hébergement ou leur proposent un suivi social. Ce mode d'intervention s'est généralisé en France à partir du début des années 90 à la faveur de ce que Julien Damon a appelé un « tournant assistanciel » (Damon, 2002). Entamé 20 ans plus tôt, ce virage marque le passage d'un traitement répressif de la présence des sans-abri dans l'espace public à une considération de ces derniers en termes de victimes (de l'exclusion, de la pauvreté, etc.) appelant une réponse tournée vers l'action sociale. À Paris, cette activité est aujourd'hui assurée par une pluralité d'opérateurs publics et privés¹. Aux côtés des associations humanitaires et caritatives, numériquement majoritaires (Croix Rouge, Emmaüs, Secours Catholique, Restos du Cœur, pour n'en citer que quelques-unes), agissent des équipes affiliées aux antennes sociales d'entreprises de transport (Recueil social de la RATP), de la police (Brigade d'assistance aux Personnes Sans-Abri), d'institutions publiques (Unité d'assistance aux Sans-Abri de la Mairie de Paris) ou parapubliques (SAMU Social). La coprésence de ces opérateurs, réunis sur le même territoire et œuvrant auprès d'une même population, a entraîné dès les années 2000 le déploiement de plusieurs dispositifs destinés à « assurer une meilleure coordination du service rendu »². Pilotés par les instances publiques, ces dispositifs visaient en particulier à limiter l'intrication jugée trop complexe des interventions et à encadrer davantage l'exercice des maraudes. À titre d'exemple, l'établissement d'une cartographie et d'une labellisation des

équipes furent parmi les outils créés pour instaurer « un véritable service public des maraudes » par ailleurs largement assuré par le monde associatif. Ainsi,

contrairement au poncif selon lequel la délégation des activités de service public aux associations s'inscrit dans le cadre de l'inéluctable « désengagement de l'État » [...] [celui-ci] continue de jouer un rôle central dans la régulation de l'espace associatif (Loison-Leruste & Hély, 2013, p. 191-192).

Dans le cas des maraudes, ce rôle s'incarnait en particulier dans une injonction combinée au partenariat et à la professionnalisation des équipes.

Dans ce contexte, la vigilance ethnographique du chercheur – entendue ici comme l'exercice de sa « conscience et de [sa] réflexion critico-méthodologique » (Schwartz, 1993, p. 265), se doit d'être attisée pour permettre de trouver un angle de vue favorable à l'analyse des configurations relationnelles structurant ce monde social encadré et régulé par l'État. Comment, dès lors, se construit cette vigilance sur ce terrain particulier? Quelles formes prend-elle au gré des « épreuves ethnographiques » rencontrées (Fassin & Bensa, 2008), notamment des mises en jeu de dimensions subjectives liées à la place du chercheur dans l'enquête?

Pour répondre à ces questions, je présenterai d'abord les orientations méthodologiques de cette recherche, en m'attardant sur le choix de multiplier les organisations à enquêter, ce qui en constitue l'originalité. L'essentiel des matériaux mobilisés est effectivement issu de l'observation participante des maraudes, réalisée à partir d'un rôle de bénévole tenu successivement (et parfois simultanément) dans trois associations de solidarité que je nommerai *Solidarue*, *Sans Toit Ni Voix* et *Paris Entraide* dans la suite du texte³. Le récit des conditions d'entrée et de maintien dans ces trois organisations alimentera ensuite la réflexion sur les évolutions de la relation d'enquête et leurs effets sur le système des rôles qui m'ont été attribués par les enquêtés. Puis je montrerai comment cette posture multisituée, en s'avérant une entorse à la norme de fidélité associative de ce milieu, a finalement permis l'identification de jeux de positionnements des organisations associatives sur un marché de services. Ainsi sera défendue l'idée que c'est par l'objectivation des conditions d'enquête, et notamment des relations nouées avec les enquêtés, qu'on parvient à éclairer certaines logiques sociales endogènes du milieu étudié (Bizeul, 1998).

Saisir empiriquement le partage d'une activité

Lors de mon entrée sur le terrain des maraudes en 2008, je n'avais qu'une connaissance partielle de cette activité et de son organisation. L'image que je me faisais des équipes mobiles était nourrie de la médiatisation dont elles

faisaient régulièrement l'objet, notamment l'hiver venu. Les orientations méthodologiques de ce travail ont donc été forgées à partir de la découverte progressive des singularités de cet objet. Si l'observation directe est rapidement apparue comme le moyen privilégié d'accéder à une connaissance plus fine des pratiques, la participation a ensuite répondu à la valorisation de la proximité comme condition de rencontre avec les sans-abri. De la même manière, la multiplication des inscriptions-participations a pris sens au cours de l'enquête afin de tenir compte de la diversité des acteurs collectifs, tout en renonçant à l'exhaustivité. C'est donc sur cette série de choix et de renoncements successifs qu'il s'agit à présent de revenir.

Observer les maraudes en situation

Une des préoccupations premières de la thèse était d'interroger la variété des pratiques, des logiques d'action et des positions dans l'espace social. Les premiers pas dans l'enquête avaient permis de révéler la fragilité de la structure formelle de régulation de l'activité des maraudes. En effet, malgré les tentatives de structuration de l'activité mises en place par les pouvoirs publics (cahier des charges, charte éthique, référentiel d'action, etc.), les modalités de l'action collective semblaient en grande partie échapper à cette formalisation. Nombre de règles semblaient effectivement négociées en situation, dans les interactions entre les équipes. Ces éléments concouraient alors à interroger directement l'activité en allant observer le travail des maraudeurs et les liens tissés au cours de leurs pratiques concrètes (Arborio, Cohen, Fournier, Hatzfeld, Lomba, & Muller, 2008). Comment s'organise la cohabitation des différentes équipes de maraudeurs aux inscriptions associatives par ailleurs variées? Comment sont divisés et distribués les tâches, les missions et les territoires d'intervention? Telles étaient les questions destinées à stimuler l'enquête. Dans la droite ligne des travaux interactionnistes américains sur le travail et les professions (Becker, 1985; Hughes, 1996; Strauss, 1992), l'ethnographie m'est apparue comme une démarche particulièrement appropriée pour saisir et comprendre « les manières dont se définissent, s'articulent, se confrontent ou s'opposent dans l'action et dans l'interaction les différentes rationalités ou logiques d'action des acteurs évoluant dans les systèmes sociaux étudiés » (Buscatto, 2010, p. 6). L'observation prolongée du travail rendue possible par cette démarche devait notamment permettre d'accéder à des phénomènes interorganisationnels, saisissables particulièrement dans les moments de rencontre, le plus souvent fortuits, entre les équipes. L'imprévisibilité de ces occasions de croisement rendait d'ailleurs peu pertinente une observation seulement occasionnelle.

Par ailleurs, le recueil, lors des premiers contacts avec les acteurs de terrain, de discours louant le mode d'entrée en relation directe avec les sans-abri, et globalement considéré comme propre à la maraude, a notamment participé à orienter le choix d'une posture de participation. Les propos de Coralie, éducatrice spécialisée au sein de *Paris Entraide*, témoignent de cette spécificité revendiquée :

Moi ce qui m'a plu au départ dans les maraudes c'est qu'on est au plus proche des gens. J'avais déjà travaillé dans un accueil de jour donc je connaissais bien le public sans-abri, mais j'avais le sentiment qu'il me manquait quelque chose. Je ne connais pas d'autres formes de travail social où tu vois les intervenants mettre des bottes en caoutchouc pour aller rencontrer des gens dans les bois. Après, moi, j'attends de voir si quelqu'un trouve une autre manière de faire mais je reste persuadée que d'aller les voir directement c'est le meilleur moyen de les accrocher (Entretien avec Coralie, 6 avril 2010).

On le constate ici, la maraude se nourrit bel et bien d'une éthique de la proximité, proclamée comme valeur de référence pour approcher un public considéré comme difficile à atteindre. Loin d'être partagé par les seuls salariés, ce registre du proche irrigue également les discours bénévoles, fonctionnant comme un moteur puissant de l'engagement dans cette activité associative vécue comme singulière par les enquêtés. Se présentant comme des « intervenants de première ligne », les maraudeurs font ainsi valoir le travail patient et laborieux nécessaire à « l'aide au maintien de soi » apportée aux grands exclus (Breviglieri, 2005, p. 225). Si la proximité fait figure de « ciment symbolique » (Strauss, 1992, p. 95) entre la diversité des acteurs investis, c'est aussi parce qu'elle participe d'une sacralisation du contact direct. Partant de ces considérations, il semblait inopportun d'adopter une posture d'observation trop distante, en recul dans l'enquête. Ces discours avaient également contribué à aiguïser ma curiosité pour éprouver cet engagement dans une logique d'ethnopraxie. Aussi le choix de la participation s'est-il rapidement imposé, de manière à répondre à cette particularité du terrain. J'ai donc entrepris de faire l'expérience des maraudes en me faisant recruter comme bénévole. Je trouvais intéressant d'approcher par cette voie les dimensions informelles de l'apprentissage de la maraude. Cette posture me permettait d'étudier comment les règles me seraient transmises, comment mon comportement serait encadré, voire contrôlé.

Multiplier les points de vue : le choix risqué d'une posture multisituée

Si l'observation semblait gagner à être participante, la multiplication des inscriptions organisationnelles apparaissait plus déterminante encore pour espérer accéder à des points de vue transversaux et opposables. En effet, le dispositif d'observation me semblait devoir permettre de mieux saisir et comprendre les logiques d'action des acteurs collectifs des maraudes en postulant leurs différences selon des variables que l'enquête aurait pour ambition d'identifier. La restriction à une seule monographie organisationnelle aurait masqué ou, du moins, rendue plus difficile l'observation de ces phénomènes. Dans cette optique, la posture multisituée et son dévoilement portaient cependant en elle le risque d'ébranler certains usages du monde étudié – peu de maraudeurs circulent entre les associations – et de susciter davantage de méfiance, les organisations se sachant implicitement comparées. Malgré tout, considérant que j'évoluais dans un milieu d'interconnaissance, qui plus est sur un territoire restreint, j'ai préféré effectuer mon observation à découvert, c'est-à-dire en divulguant mon intention de recherche et ma volonté de varier les inscriptions-participations dans différents collectifs de maraudeurs.

À partir de ces considérations préalables, je me suis donc portée volontaire à l'occupation d'un poste de maraudeuse bénévole dans trois associations de solidarité ayant fait des maraudes une dimension centrale de leur action en faveur des personnes sans-abri. Le choix de ces trois organisations a surtout suivi les opportunités de l'enquête. Ne sachant pas au départ quel accueil serait fait à ma demande, j'avais envisagé de faire valoir mes connaissances territoriales en prenant prioritairement contact avec des structures agissant dans les arrondissements parisiens que je connaissais le mieux. Les premiers contacts furent donc pris avec l'association *Solidarue*. À l'heure de fêter ses deux ans d'existence, cette association comptait alors une trentaine de bénévoles actifs se relayant pour assurer trois maraudes hebdomadaires dans trois arrondissements du Nord-est parisien. Ma requête d'intégrer les maraudes fut reçue favorablement, à la condition de présenter en quelques mots ma recherche lors de la prochaine réunion mensuelle de l'association. Mon insertion progressive dans le collectif me donna accès aux maraudes, mais aussi aux réunions internes de l'association et aux diverses opérations de récolte de fonds (brocantes, dîners solidaires, collectes alimentaires, etc.).

C'est ensuite par *Solidarue* que je pris contact avec *Sans Toit Ni Voix*. D'envergure nationale, cette association est organisée en sections locales au sein desquelles il existe une offre plurielle de services, dont les maraudes.

L'antenne parisienne des maraudes comptait alors une centaine de membres, là encore tous bénévoles. Chaque soir, deux équipes mobiles véhiculées assurent les tournées, l'une au Nord et l'autre au Sud de la ville. Les chauffeurs décident d'un arrondissement à couvrir en fonction des secteurs déjà arpentés par les équipes précédentes. Le territoire d'intervention concerne alors l'ensemble du territoire parisien. Chaque camion est équipé de matériel destiné à transporter un nombre limité de repas qui sont ensuite distribués au gré des arrêts. Lors de ma première visite, le responsable des maraudes qui me reçoit, me sachant habitante d'un arrondissement couvert par une maraude pédestre m'y recrute en plus des tournées véhiculées.

L'insertion dans l'association *Paris Entraide*, troisième et dernière structure investie, survient après que j'ai pris contact avec le pôle chargé du placement des bénévoles. Je suis orientée vers une maraude agissant dans un bois limitrophe de Paris. Après un entretien avec le chef de service, j'intègre l'équipe composée de quatre salariés permanents assistés de trois bénévoles intervenant à tour de rôle au minimum une fois par semaine. Cette maraude relève depuis 2009 d'une convention signée entre la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales (DASS) de Paris, la ville de Paris et les communes qui jouxtent le territoire concerné. Par cette convention, l'association s'est vu confier la mission de proposer des solutions d'hébergement et de logement aux personnes installées dans ce bois. Elle bénéficie pour cela de subventions publiques et du prêt d'un local. En tant que bénévole, j'ai participé aux maraudes, mais aussi à l'accueil des personnes sans-abri au local. Plus occasionnellement, il m'a été proposé d'accompagner des bénéficiaires lors de déplacements nécessaires à leurs démarches d'insertion.

Au final, cette variété d'implications associatives répondait en premier lieu au souci de côtoyer des salariés et des bénévoles dans l'exercice de leurs fonctions et d'éprouver leurs pratiques dans une entreprise comparative. Ces trois associations offraient en effet une relative diversité de taille, de visibilité publique et de ressources financières (subventions publiques, donations privées, mécénat d'entreprises, etc.). Elles entretenaient également des rapports différenciés aux pouvoirs publics entre logique d'autonomie et logique d'alliance (Nicourd, 2009).

On le voit ici, la mise en œuvre d'une observation multisituée a nécessité des parcours différenciés pour accéder à l'activité. Dans le même mouvement, la multiplication des inscriptions-participations a entraîné des configurations différenciées de la relation d'enquête sur lesquelles je propose à présent de porter attention.

Proximité et distance dans la relation d'enquête

L'ethnographie, en provoquant une rencontre prolongée entre un chercheur et des personnes enquêtées, impose d'interroger la relation d'enquête et d'en apprécier les effets sur les données produites. La présence de l'ethnographe est un évènement parmi d'autres, mais dont la perception par les enquêtés peut constituer pour l'observateur un indice du système de normes et de valeurs du milieu. Ainsi, les façons pour l'ethnographe de se présenter et de présenter l'enquête influencent la relation d'enquête et par là même les conditions d'insertion dans les collectifs. De fait, cette relation n'est jamais donnée par avance et reste largement imprévisible et évolutive. Elle prend par conséquent des formes variées qu'il s'agit à présent de décrire et d'analyser dans le souci de mieux comprendre le fonctionnement des groupes investis.

Homologie sociale et générationnelle

Dans le cas étudié, la relation d'enquête s'est trouvée irrémédiablement déclinée en fonction des associations, de leurs modes d'organisation et d'abord des caractéristiques sociales de leurs membres. Mon insertion n'a donc pas pris les mêmes contours dans les trois organisations investies.

L'entrée dans l'association *Solidarue* fut de loin la plus facilitée et ceci pour deux raisons au moins. La première, commune à toutes les autres, était que ma demande, au moment de l'enquête, répondait à un déficit plus ou moins important de main-d'œuvre, notamment bénévole, afin d'assurer les services proposés. Je devais alors rapidement me rendre compte de la difficulté des responsables associatifs à remplir les calendriers de maraudes. Au cours de l'enquête, un nombre significatif de tournées ont d'ailleurs été annulées sur le motif d'équipes incomplètes, plus particulièrement dans les structures fonctionnant avec le concours exclusif de bénévoles (*Solidarue* et *Sans Toit Ni Voix*). Ma volonté d'engagement, y compris pour des motifs universitaires, recevait donc un accueil favorable, à *Solidarue* comme ailleurs. Mais surtout, certaines de mes caractéristiques personnelles faisaient de moi une candidate relativement proche du profil des membres de *Solidarue* (Broqua, 2009). Âgée de 28 ans au moment de mon entrée dans ce collectif, je partageais avec les maraudeurs de cette association une inscription générationnelle sensiblement identique. En effet, la majorité des bénévoles avaient entre 20 et 30 ans. De la même manière, suivant des études supérieures à l'université, je côtoyais dans cette organisation d'autres étudiants et de jeunes diplômés d'écoles d'ingénieurs. De plus, les origines sociales des équipiers semblaient relativement homogènes, nombre d'entre eux ayant des parents issus des classes moyennes supérieures – ce qui s'est confirmé à la suite d'entretiens biographiques subséquents. Fille d'un père ingénieur agronome et d'une mère

enseignante, j'avais donc également en commun ce milieu social d'origine. Ces multiples facteurs de rapprochement ont logiquement facilité mon incorporation dans le collectif et permis une familiarité plus rapidement acquise.

Si j'ai retrouvé une proximité sociale et générationnelle semblable au sein de la petite équipe de *Paris Entraide*, la différenciation statutaire – bénévole/salarié en atténuait cependant les effets. Dans cette association au centre des politiques publiques en faveur des sans-abri, les rôles bénévoles étaient davantage construits, de manière à prendre place dans la division interne du travail (Simonet, 2010). À l'intérieur de *Sans Toit Ni Voix* enfin, l'écart entre mes propres caractéristiques et celles des bénévoles de l'association était un peu plus marqué. Cet écart s'explique en partie par les mécanismes de recrutement des membres de l'association. En effet, les bénévoles y sont plus souvent retraités et sont parfois d'anciens bénéficiaires soucieux de rendre, par leur engagement, l'aide fournie par l'association. Malgré tout, la population des maraudeurs, filtrée par la cooptation des candidats sur les sites fixes de distribution alimentaire, et par la nature même de l'activité exigeant de bonnes conditions physiques, semblait plus jeune que dans les autres activités de l'association.

De « la sociologue de service » à « l'une des nôtres »

Au-delà des variations organisationnelles, la relation d'enquête a également connu des évolutions dans le temps, mais dans un mouvement sensiblement identique dans les trois associations. À *Solidarue*, la divulgation de mon statut de chercheur et des objectifs de ma recherche lors d'une réunion de l'association a entraîné, dans les premiers temps de l'enquête, une identification comme « la sociologue de service ». À titre d'exemple, lors de ma première maraude au sein de cette association, le véhicule est tombé plusieurs fois en panne, nous obligeant à le pousser et finalement à l'abandonner. Les équipiers déploraient alors ironiquement que cela se produise en ma présence et m'invitaient à témoigner de leurs moyens limités et donc, en écho, de leur plus grand mérite. En outre, nombre de maraudeurs de cette association, sensibilisés aux sciences sociales dans leurs études, m'ont « testée » allant jusqu'à provoquer des discussions à propos du déterminisme social. L'attribution similaire d'une identité initiale liée au monde universitaire eut cours au sein de *Sans Toit Ni Voix*, mais à travers un recours à l'image plus évasive de « l'étudiante ». Au départ, donc, les maraudeurs anticipaient régulièrement mon intérêt pour tel ou tel phénomène considéré comme « intéressant ». Pour autant, la connaissance de mon statut de chercheur était moins largement détenue par les maraudeurs. En effet, je l'avais notifié aux

quelques maraudeurs présents lors de mon entretien avec le coordinateur des maraudes, l'information ayant ensuite été différemment transmise. Je n'étais donc pas à découvert pour tous, même si je répondais aux questions sur les motifs de mon adhésion à l'association lorsqu'on me les posait.

Partant de là, j'ai cherché par divers moyens à me détacher de cette image, la pensant incompatible avec l'ambition immersive de l'enquête valorisée dans les manuels d'ethnographie par la propension du chercheur « à se faire oublier » (Beaud & Weber, 2003). Jouant de mon ignorance du fonctionnement des maraudes, j'ai tâché de maintenir une implication ni trop intense, ni trop distante, m'efforçant de rester discrète. Si j'ai accepté de m'investir activement, allant jusqu'à dépanner au dernier moment des maraudes menacées d'être annulées, j'ai cependant refusé toute prise de responsabilité qui aurait compromis l'objectif de comparaison. Par exemple, je me suis interdite de représenter les associations investies lors des réunions de coordination organisées à l'échelle des mairies d'arrondissement. Ces réunions rassemblent les « acteurs de la précarité » sur un territoire donné. Elles sont souvent pilotées par la FNARS (Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale), qui s'est vu confier en 2008 une mission de mise en réseau des acteurs, de manière à faciliter les parcours d'insertion des personnes précaires. Lorsque j'y ai assisté, toujours accompagnée d'un maraudeur, je n'ai jamais pris la parole et je me suis cantonnée à prendre des notes. En effet, endosser un rôle de porte-parole aurait pu avoir pour effet d'être prioritairement identifiée à une association rendant dès lors plus difficile l'inscription dans une autre. Au fur et à mesure de l'enquête, si mon statut de chercheur n'a jamais été complètement oublié, l'identification aux différents groupes s'est considérablement renforcée. Je participais aux maraudes, mais aussi aux activités connexes (réunions, formations, collectes, accompagnements, etc.) et notamment celles destinées à entretenir la sociabilité (pots après maraude, soirées, repas, etc.). Au final, j'ai fini par être davantage considérée comme une « maraudeuse investie » que comme une « étudiante en sociologie ». Cette nouvelle attribution a rendu plus difficile la sortie du terrain, certains maraudeurs espérant parfois ma conversion dans un rôle exclusif de maraudeuse au sein de leur association. Plus tard, ma première identification en tant que sociologue fut réactivée à l'occasion des entretiens biographiques qui ont suivi l'observation. Ces entretiens avaient pour ambition de relier les pratiques observées à des conceptions de l'activité, mais aussi et surtout aux parcours individuels des maraudeurs. En sollicitant les maraudeurs pour réaliser ces entretiens, je rappelais ma posture initiale à leurs bons souvenirs, me servant de cela pour sortir progressivement des terrains investis. L'échange précédant mon entretien avec Baptiste, bénévole à *Solidarue* depuis un an et

demi, illustre bien l'évolution de la relation ethnographique « d'un état de distance initiale à celui de familiarité et d'appropriation » (Demazière, Horn, & Zune, 2011, p. 172).

Baptiste me reçoit chez lui au cours de sa pause déjeuner. Alors qu'il prépare à manger, je lui rappelle les objectifs de l'entretien ainsi que les garanties d'anonymat et de confidentialité. « Ah oui, c'est vrai, j'avais oublié, moi, que tu étais sociologue. C'est quand tu m'as demandé pour l'entretien que j'ai tilté. Mais c'était quand que tu avais parlé de ça déjà? » Je lui rappelle la réunion interne à l'association au cours de laquelle j'ai présenté ma recherche 7 mois plus tôt. « Maintenant que tu le dis, oui, j'étais là, t'étais pleine d'entrain à l'idée de commencer les maraudes. Ça nous avait fait sourire. » Il poursuit, raillant ma position de chercheur. « Et c'est permis ça dans votre code, de se faire inviter à déjeuner chez les gens que tu interviewes? Ça me paraît pas très orthodoxe! » Je poursuis dans l'ironie : « C'est interdit quand je sais que ça va pas être bon! » Il reprend son sérieux : « En tout cas, moi si j'avais un peu zappé cette histoire de sociologue, c'est parce que, des fois, je t'ai vue, tu étais plus dans l'affaire des maraudes que dans ta recherche. La fois où il y a eu le mec qui a fait mine de se trancher les veines, j'ai bien vu, tu étais à fond dedans. Je suis sûr que, toi-même, tu te sentais parfois bien plus maraudeuse que sociologue. Je me suis même dit "ça y est, elle est des nôtres"! » (Journal de terrain, 19 août 2009).

À travers cet extrait se lisent les tensions entre les différentes désignations identitaires de l'enquêtrice – ici à la fois maraudeuse et sociologue – et les stratégies des enquêtés pour faire reconnaître la primauté de l'une sur l'autre, c'est-à-dire ici insister sur l'implication dans l'action associative. La participation, on le voit, implique un questionnement sur les « réelles motivations » de l'observateur, sur ce qui le fait choisir une activité considérée comme « éprouvante ». En maraude, nombreux sont les moments d'échange – par exemple entre deux interventions – où l'ethnographe peut être, plus ou moins implicitement, interrogé sur ce point. Il m'a dès lors été difficile de ne pas y répondre et j'ai parfois exposé les raisons de mon intérêt pour les maraudes à partir de dispositions biographiques liées à mon parcours personnel et professionnel. Cependant, la divulgation de certains éléments de ma trajectoire avait une résonance particulière dans le milieu. C'est ce que je vais développer ci-après.

Dire ou taire certaines informations

La relation ethnographique impose, on l'a vu, de se maintenir (autant que d'être maintenue) entre deux rôles : ici, celui de sociologue en quête d'éléments utiles à sa recherche, d'une part, et de maraudeuse soucieuse de son intégration au collectif, d'autre part. Mais d'autres attributions identitaires, provoquées ou subies par le chercheur, peuvent entrer en ligne de compte. Pour ma part, il s'agissait de divulguer ou non le fait que je détenais un diplôme d'état d'assistante de service social. En effet, considérant que la maraude, dans son volet salarié, est en grande partie assurée par des travailleurs sociaux, cet élément de mon propre parcours pouvait avoir un poids non négligeable dans l'enquête. J'avais décidé, en début d'enquête, de taire cette information de mon parcours, intégrant *Solidarue* sans la mentionner. Je voulais alors éviter d'être associée à un métier que je connaissais finalement peu, ne l'ayant jamais exercé. Cependant, cette posture évolua au cours de l'enquête. J'y voyais en effet une parade mobilisable à la barrière éventuellement brandie du secret professionnel. Au moment de l'enquête, la promulgation récente du cahier des charges et d'une charte éthique avait entraîné le déclenchement de réflexions sur le partage et la circulation des informations concernant les personnes rencontrées au cours des maraudes, suscitant de fait une posture plus contrôlée notamment du côté des associations de bénévoles. La possession de ce diplôme devenait également un éventuel argument de négociation pour l'accès à certaines scènes qui m'auraient autrement été fermées, par exemple les entretiens de suivi social effectués par les travailleurs sociaux chez *Paris Entraide*. J'ai donc finalement entrepris de lever le voile sur cette information lors de mon entrée chez *Sans Toit Ni Voix*, puis chez *Paris Entraide*. Le fait de communiquer cette information n'eut pas les mêmes effets au sein des deux organisations. Chez *Sans Toit Ni Voix*, elle s'avéra un élément supplémentaire de ma reconnaissance en tant que « maraudeuse expérimentée ». Cette attribution identitaire fut notamment mobilisée lors d'une tournée commune entre l'équipe de *Sans Toit Ni Voix* et deux salariés de *Paris Entraide*. Cette initiative prenait sens dans la mise en œuvre d'une nouvelle sectorisation des maraudes dans laquelle *Paris Entraide* s'était vu confier la mission de coordonner les acteurs dans l'un des secteurs où intervenait habituellement la maraude pédestre de *Sans Toit Ni Voix*. L'extrait de journal de terrain qui suit met donc en scène Léa et Driss, s'étant tous deux présentés comme « des travailleurs sociaux de *Paris Entraide* » et les trois membres de l'équipe pédestre de *Sans Toit Ni Voix* ce jour-là – Olivier, responsable des maraudes, Brigitte, une bénévole depuis 4 ans dans l'association et moi-même.

« On vient juste voir un peu comment vous maraudez. On vous laisse faire », lance Léa avant le départ. Olivier nous présente,

Brigitte et moi. « Bon moi je suis vieux, mais on a des jeunes, vous voyez, et pas des novices en plus. D'ailleurs on va les suivre, hein, parce qu'elles connaissent bien le quartier. » Je fais mention que j'y habite depuis quelques années. « En plus Caroline, elle a un diplôme d'assistante sociale donc c'était bien pour nous, elle savait dans quoi elle s'engageait, elle connaît les problématiques sociales, tout ça. » Léa rebondit sur cette information et me demande où j'ai fait mes études. J'apprends alors qu'elle-même est éducatrice spécialisée. « Mais pourquoi, du coup, t'en as pas fait ton métier des maraudes? Tu pourrais, ils recherchent, surtout si t'es diplômée », me demande-t-elle. Je réponds que je n'ai jamais vraiment exercé et que par conséquent mon expérience est très limitée (Journal de terrain, 24 mars 2010).

À l'instar de Nicolas Jounin interrogeant son incarnation d'un « modèle d'ouvrier que cherchent à embaucher les entreprises (jeune scolarisé, assidu, ponctuel) » dans sa recherche sur le monde du bâtiment (Jounin, 2009, p. 247), le fait de compter un « travailleur social » parmi les bénévoles de l'association semblait ici fonctionner comme un élément de légitimation de l'action bénévole. Cette situation renseigne plus largement sur les luttes de juridictions (Abbott, 1988), attisées par l'injonction à la professionnalisation émanant des pouvoirs publics, auxquelles se livrent les équipes « bénévoles » et celles reconnues comme « professionnelles » pour fixer les limites de leurs interventions respectives. La maraude, parce qu'elle se situe à l'orée du travail social par sa prise en charge encore majoritairement assurée par des non-professionnels, exacerbe la défense, par les travailleurs sociaux, d'une formation axée en particulier sur le travail d'accompagnement social.

Dans ce contexte, on comprend que le dévoilement de mon diplôme puisse constituer un enjeu dont la nature dépend en partie de la composition statutaire des équipes. La transmission de cette information aux membres salariés de l'équipe de *Paris Entraide* a effectivement constitué une stratégie à double tranchant. Si elle a sans doute permis de lever rapidement les appréhensions à l'égard des principes éthiques du travail social (confidentialité, secret, etc.) en me donnant notamment accès aux entretiens individuels de suivi des personnes rencontrées en maraude, elle a également suscité une gêne vis-à-vis des agents ne détenant pas de diplôme de travail social. En effet, la population des maraudeurs, considérant le flou entourant les fonctions associées à cette dénomination, intègre des individus ayant des parcours, des qualifications, des expériences hétéroclites. Au sein de *Paris Entraide*, la détention d'un diplôme de travail social participait en grande partie à une position favorisée dans la hiérarchie du travail y compris en termes salariaux.

Ainsi, le fait d'être diplômé permettait en particulier de se tenir davantage éloigné de l'activité de maraude proprement dite, c'est-à-dire des tournées, en y consacrant une part moindre du temps de travail. Cette situation poussait alors certains maraudeurs à entreprendre des formations de travail social, prioritairement celles d'éducateur spécialisé ou d'assistant social. Ma propre condition de diplômée, même sans être revendiquée, pouvait susciter de l'incompréhension puisqu'il m'aurait été possible d'occuper un poste salarié au sein de l'association. Pour pallier ce risque, j'ai donc entrepris de jouer davantage de mon statut de « novice » concernant les maraudes de manière à me mettre en posture d'apprenante.

On le voit ici, la vigilance ethnographique s'exerce à travers la prudence à l'égard des effets associés aux différentes identités portées par l'enquêteur – sociologue, maraudeuse bénévole et assistante sociale –, qui ne sont pas sans lien avec le contexte local de l'enquête. Mais au-delà de ces dimensions identitaires, la multiplication des participations associatives a également impliqué des réactions sur lesquelles je reviens à présent.

Les « déconvenues » de la posture multisituée

« Déconvenues ». Cette expression, empruntée à Daniel Bizeul (1999), permet à présent d'insister sur les inévitables difficultés rencontrées au cours de l'enquête. En effet, le dispositif méthodologique n'a pas été sans écueil, en particulier concernant la dimension multisituée de l'observation, dont j'ai amorcé l'idée précédemment qu'elle pouvait contrevenir aux usages du milieu associatif et en particulier à l'attente plus ou moins implicite de fidélité. Partant de là, la réflexivité méthodologique intègre l'analyse de cette position de transgression et des moyens mis en œuvre pour maintenir mon insertion dans le milieu d'interconnaissance investigué.

Faire entorse à une norme implicite

Revenons aux premiers pas dans l'enquête, au moment de la négociation de l'entrée en maraude. L'annonce initiale de mon souhait de ne pas me restreindre à une seule organisation lors des entretiens de recrutement n'avait pas suscité de désapprobation de principe de la part des responsables associatifs qui m'ont reçue. Malgré tout, sans jamais être énoncée explicitement, la méfiance à l'égard de cette posture s'est insidieusement manifestée. En témoigne cet extrait de journal de terrain, rendant compte d'une discussion entre Héloïse, une bénévole de l'association *Sans Toit Ni Voix*, Sarah, une formatrice du SAMU Social et moi-même, au cours d'une session de formation transversale donnée par le SAMU Social⁴.

Je me rends à cette formation en tant que bénévole chez *Sans Toit Ni Voix* accompagnée par Héloïse, une autre bénévole de

l'association, depuis 8 ans. À midi, nous déjeunons avec Sarah, la formatrice (pour qui j'observe à couvert). Elle nous interroge sur notre parcours dans l'association. Héloïse relate son itinéraire, d'un centre de distribution fixe aux maraudes où elle retrouve « ses camarades de la distrib' ». Je raconte quant à moi mon insertion plus sinieuse évoquant ma volonté « d'être un électron libre en allant voir dans différentes équipes ». Héloïse rétorque « Oui, mais ça, c'est justement ce qu'on ne voulait pas trop. On essaie de constituer des équipes les plus stables possible avec des gens qui ont l'habitude de marauder ensemble. Bon, Caroline, c'est parce qu'elle avait cet intérêt particulier pour les maraudes et qu'elle avait de l'expérience ailleurs. D'ailleurs, c'est assez exceptionnel comme situation, parce que quand on a quelqu'un qui vient nous voir en disant qu'il était avant dans d'autres structures, on se méfie, on se dit qu'il ne sait pas tenir dans une association. Nous, on mise beaucoup sur la stabilité de nos équipes. C'est aussi plus rassurant pour les personnes qu'on rencontre, elles se sentent soutenues. » (Formation SAMU Social, 6 mars 2010).

Cette discussion, loin d'être seulement anecdotique, illustre effectivement la posture décalée que représente la circulation, non seulement entre les organisations, mais aussi entre les différentes équipes à l'intérieur d'une même association. Derrière l'argument de la stabilité des équipes, appuyé sur le « devoir de non-abandon » des sans-abri³ déployé par Héloïse, peut se lire l'exigence de rester « fidèle » au collectif comme norme d'engagement. La primauté accordée aux propriétés relationnelles, considérées comme déterminantes pour l'approche du public, impose ici de garantir informellement son adhésion à une équipe intégrée à une association. À partir de cet événement, j'ai pu systématiser mes observations et en redécouvrir d'anciennes où ce sens m'avait échappé. Il en est ressorti que, dans les maraudes, la fidélité à la cause semble bien moins attendue que celle qui lie le maraudeur à son organisation. En effet, cette norme, que l'on peut qualifier d'implicite dans la mesure où elle n'est pas contractualisée, s'énonce unanimement dans les univers bénévoles comme salariés. Elle est également entretenue au sein des collectifs comme l'illustre la situation suivante :

À la fin de la tournée, Olivier, le responsable des maraudes de *Sans Toit Ni Voix*, me propose de me joindre à un « repas informel » organisé la semaine suivante par toute l'équipe de la maraude pédestre, « histoire de se retrouver mais aussi de se féliciter pour les bonnes choses produites » [il vient préalablement

d'évoquer la contribution de la maraude à l'accueil d'un bénéficiaire en centre d'hébergement]. « Tu vois c'est des évènements comme ça où faut marquer le coup parce que c'est bien la preuve que ça fonctionne malgré tout et ça fonctionne avec des gens qui s'impliquent jusqu'au bout. Sans ça, c'est sûr qu'on a du mal à garder les gens impliqués. » (Journal de terrain, 3 mars 2010).

Ce dernier extrait de journal illustre les mécanismes de fidélisation déployés par les organisations associatives, qui mettent en place des rites, des évènements destinés à entretenir l'attachement durable des travailleurs à une association particulière. Dans les maraudes, il s'agit par exemple d'organiser des repas, de commémorer la mémoire d'une personnalité fondatrice, de fêter les réussites collectives comme les « sorties de rue ». Dès lors, la posture multisituée constituait bel et bien un manquement à cette norme silencieuse, fragilisant par là même ma posture sur le terrain. Pour espérer poursuivre, il devenait alors impérieux de redoubler de vigilance en trouvant les moyens de garder une place acceptable.

Les jeux identitaires de l'ethnographe

Les représentations qu'ont les enquêtés de la présence de l'ethnographe configurent un système d'identités assignées qui repose sur des caractères immédiatement perceptibles (sexe, âge, etc.) ou qui se révèlent au fil de l'enquête (expérience professionnelle, militantisme, etc.). Si nombre de ces attributions demeurent indépendantes de la volonté du chercheur (Bizeul, 1998), elles peuvent constituer des leviers pour surmonter certaines déconvenues. L'extrait suivant de mon journal de terrain relate une occasion de rencontre fortuite entre les équipes de la forme de celles que je souhaitais initialement observer, mais qui ici, prend une acuité particulière puisqu'il s'agit de deux équipes m'ayant tour à tour accueillie en leur sein. Sa sélection prend donc sens dans le malaise qui s'y exprime puisque ma posture multisituée, bien qu'annoncée, y est ici concrètement révélée.

L'équipe de *Sans Toit Ni Voix* décide de s'arrêter « voir Siam », une personne bien connue des équipes mobiles. Alors que l'équipe discute avec elle et que je suis repartie vers le camion pour lui chercher une soupe, une équipe de *Solidarue* arrive. J'hésite à retourner sur les lieux, craignant le malaise provoqué par mon inscription préalable dans l'association *Solidarue* que j'ai quittée il y a peu. Mais Siam attend sa soupe. Agathe, la chef d'équipe de *Solidarue*, m'aperçoit et me reconnaît aussitôt : « Ah bah tiens, y'a des têtes connues ici! Y'a pas que les rapports de maraude

qu'on s'échange! » (À mon intention) « T'as troqué ton chasuble contre un badge? » Le ton est ironique et je souris un peu gênée en oscillant de la tête. Stéphane, le chauffeur de *Sans Toit Ni Voix*, qui semble bien connaître Agathe, répond à ma place en blaguant : « Tu sais, c'est ça les jeunes d'aujourd'hui, ils zappent comme ils respirent! Et puis on voit les différences de moyens hein, des badges contre des gilets. Tu le diras ça, hein, Caroline, dans ton travail! On n'est pas tous logés à la même enseigne, on a d'autant plus de mérite! (rires) » « Dis donc t'exagères, on est des petits par rapport à vous. On est plus David que Goliath, mais on se défend bien! » (Journal de terrain, 6 octobre 2009).

Les réactions des membres de ces deux équipes témoignent d'une certaine déstabilisation que provoque ma circulation entre les organisations qui s'exprime ici à travers un trait d'ironie. Dans cette interaction particulière, la dissipation de l'inconfort, impulsée par un maraudeur, provient de la manipulation du système de rôles attribués. Mon identification en tant que « jeune », puis la référence faite à mon « travail », réactivent la distance aux groupes m'assurant alors une fonction de témoin. Dans la suite de l'enquête, ce double jeu identitaire a constitué une ressource pour me maintenir sur le terrain dans des conditions favorables. Réactivant le rôle d'« étudiante » ou de « sociologue », au risque de fragiliser une familiarité acquise, je me suis parfois sentie le devoir de réassurer les maraudeurs de mon engagement à anonymiser les informations rassemblées au sein de chaque organisation. Dans le même temps, je réaffirmais ma place de maraudeuse par une participation la plus active possible. Ainsi l'ethnographe, « s'il ne choisit pas les places qu'on lui assigne, peut au moins choisir de "miser" sur l'une, plutôt que l'autre » (Schwartz, 1993, p. 276).

La vigilance ethnographique consiste dès lors pour le chercheur à ménager des espaces de jeux malgré les dissonances de la posture d'enquête initiale. Dans mon cas, il était possible de faire avec l'inobservation relative de la règle de fidélité et donc de ne pas renoncer à la vocation comparative de l'enquête. Reste que si ces déconvenues nous informent sur les écueils inévitables de l'approche ethnographique, leur explicitation n'a de sens que si elles nous apprennent quelque chose du monde étudié. À travers la découverte de la force normative de la fidélité associative, il était de fait intéressant d'interroger sa mise en œuvre, mais aussi ses enjeux dans le monde des maraudeurs. C'est l'objet de la prochaine section que de s'y intéresser.

Les enjeux de la fidélité associative

L'expérience précédemment décrite invite à porter un regard appuyé sur les conditions organisationnelles qui participent de la fabrication de la fidélité associative. La question est, on l'a vu, de savoir comment les associations construisent et parviennent, ou non, à pérenniser l'adhésion des intervenants mais aussi d'identifier quels sont les enjeux du maintien de cette fidélité? Ces questions se posent d'abord aux responsables associatifs en termes de gestion du personnel pour irriguer ensuite plus largement des logiques de légitimation vis-à-vis des injonctions étatiques.

Gérer les ressources humaines

Dans le cas spécifique des maraudes, l'enjeu de fidélisation apparaît d'abord pratique. Il faut, pour les responsables associatifs, pouvoir s'assurer d'effectifs suffisants pour assurer la mission d'intérêt général qui leur a été confiée par les pouvoirs publics – du moins c'est le cas pour les organisations labellisées par la DASS de Paris dont font partie les trois associations investies. Cependant, les organisations, et prioritairement celles œuvrant avec une masse d'intervenants bénévoles, se heurtent dans cette tâche à une dimension pour le moins paradoxale. D'un côté, il faut (re)tenir les maraudeurs en arguant de la nécessité du principe de continuité de la prise en charge. De l'autre, il faut éviter l'« usure » et s'accommoder pour cela d'une structure souple qui tient compte de la relative volatilité des engagements. En témoignent les propos de Lionel, responsable des maraudes véhiculées « du jeudi » à *Sans Toit Ni Voix* :

Moi, c'est vrai que, des fois, j'ai des sueurs froides quand je vois le calendrier pratiquement vide en début de semaine. La difficulté c'est que la maraude, on le sait, c'est vite usant, ça demande de se motiver pour venir le soir, on sait qu'on va se coucher tard tout ça. Mais en même temps, moi, c'est ce que je dis à mes troupes, les gens dans la rue, ils nous attendent et on peut pas faire des promesses et pas les tenir. Après c'est vrai que, bon, les bénévoles, ça va, ça vient. On peut pas exiger des gens qu'ils viennent trop régulièrement parce qu'on sait, pour y être tous passés, que ça demande beaucoup d'énergie. Donc moi, à mon niveau, j'essaie de faire avec tout ça, je dis qu'on a besoin d'eux mais sans leur mettre trop la pression non plus (Entretien avec Lionel, 5 juillet 2010).

La restitution des difficultés éprouvées par Lionel lors de l'organisation des tournées indique l'ambiguïté inhérente à l'encadrement des engagements dans le cadre particulier de cette activité. Ainsi, comme le soulignent Bénédicte Havard-Duclos et Sandrine Nicourd, « dans le monde associatif, ce problème

est commun à toutes les organisations. Il s'agit souvent de limiter le *turn over* » (Havard-Duclos & Nicourd, 2005, p. 71). Mais ce problème se pose avec d'autant plus d'acuité dans le cas des maraudes, tenant compte du contexte de régulation de l'activité et de la situation de coprésence d'une multiplicité d'organisations agissant sur le même territoire, auprès de la même clientèle.

Se situer sur un marché de services

On l'a vu précédemment, les équipes mobiles se rencontrent parfois lors de leurs interventions auprès des sans-abri. Plus régulièrement aussi, elles se croisent « de loin ». L'extrait suivant relate une de ces situations, l'équipe de *Sans Toit Ni Voix* avec laquelle je maraude apercevant une équipe de *Solidarue*. Cet extrait de journal de terrain expose le fait que les maraudeurs s'observent et se définissent en positif ou en négatif vis-à-vis des autres acteurs collectifs.

Aux alentours de minuit, l'équipe (composée de Léon, le chauffeur, Lucie et moi-même) décide de « rentrer au bercail » et donc de signer la fin de la maraude. Nous apercevons au loin le camion de *Solidarue*. Léon m'interroge. « Ah tiens, c'est pas avec eux que tu as déjà fait des maraudes? ». Je confirme. « C'est quand, eux, qu'ils tournent déjà? » Je dispense les informations sollicitées sur les jours et les lieux fixes de tournées de cette association. « Mais quand tu y étais, ils arrêtaient tard? » Je fais une réponse de Normand. « Ça dépendait. Parfois tôt, parfois plus tard selon l'affluence, la disponibilité et la fatigue de l'équipe ». Léon me demande des précisions. « Tard c'était quoi par exemple? » « Je me souviens qu'on m'avait annoncé 2 h du matin comme limite. Mais ça arrivait plutôt le vendredi car y'avait le week-end après. » Léon semble réfléchir. « Bah, nous là, c'est vrai qu'on tourne plus longtemps d'habitude. On rentre parfois aussi à 2 h du matin. Mais là, aujourd'hui, c'est calme. Et sinon ils faisaient la même chose que nous? J'veux dire, ils vont voir les gens comme ça, ils discutent? » Je réponds que oui, précisant cependant qu'ils ont souvent des itinéraires programmés les amenant à revoir les mêmes personnes. « Ah ouais, c'est ça. C'est vrai que nous, on fait plus de la maraude... pure, on sait pas toujours à l'avance qui on va voir. On nous avait dit, je sais plus, à une réunion de la Mairie de Paris, que c'était bien de faire ça, de la maraude pure, parce que sinon, après, ça crée du clientélisme, tu vois. » Je rectifie alors mon propos pour signifier que les équipes

de *Solidarue* fonctionnaient aussi sur des trajectoires plus aléatoires. (Journal de terrain, 7 août 2009).

Léon est ici intrigué par ce que font les autres aux mêmes fonctions et cherche à déceler des points de convergence et surtout de divergence. Un point saillant des observations restituées dans cet article est d'ailleurs qu'elles rendent toutes compte de situations où les maraudeurs agissent sous le regard d'autres intervenants, impliquant souvent des discours de justification. En promouvant l'exercice d'une « maraude pure », c'est-à-dire en laissant toute sa place au travail de repérage et à la découverte d'éventuels nouveaux bénéficiaires, Léon formalise ici ce qu'il pense être une spécificité de l'intervention de son association qui s'inscrit en porte-à-faux vis-à-vis des équipes dont les chemins tracés favoriseraient le filtrage de la population des sans-abri (« nous on va voir vraiment tout le monde »). Il s'agit également de répondre aux attentes formulées par les instances politiques (« la mairie de Paris a dit que c'était bien de faire ça ») dont le pouvoir normatif est ici confirmé. L'inconditionnalité de l'aide – qui est devenue un principe central des politiques d'assistance aux sans-abri – apparaît dès lors garantie et devient un gage de reconnaissance. Plus largement, ces logiques prennent sens dans l'inscription des équipes mobiles dans un univers partagé et marqué par une montée des exigences associées à l'encadrement croissant des pouvoirs publics (démarches de labellisation, création d'un service public des maraudes). Dans ce contexte, le registre de la fidélité répond donc également à des objectifs de mise en valeur et de légitimation de l'action associative. En effet, garantir la stabilité des équipes est en particulier un argument de valorisation déployé par les organisations qui parviennent à maintenir leur masse salariale ou bénévole. Le roulement de personnel trop important des travailleurs, quels que soient leurs statuts (puisque le secteur professionnalisé n'échappe pas à cette tendance), fragilise le positionnement des organisations sur un marché de services. Au souci du maintien des engagements répond alors celui du maintien d'une place reconnue et durable. Les associations agissent dans un monde des maraudes où les places ne sont pas infinies – mais sont limitées par l'action publique – et elles se trouvent de fait mises en concurrence.

Conclusion

Au travers de ce récit d'enquête, la démonstration a été faite de la dimension profondément processuelle et ambivalente de la vigilance ethnographique. Processuelle, puisqu'au départ fondée sur un exercice d'anticipation destiné à construire un rôle acceptable dans le milieu des maraudes, elle s'est orientée ensuite progressivement vers la gestion des « épreuves ethnographiques » rencontrées. La posture transgressive à l'égard de la norme de fidélité

associative a imposé une prudence renforcée pour se maintenir et être maintenue sur un terrain traversé par des luttes d'appropriation de places pérennes et reconnues. Ambivalente, puisque si la vigilance s'exerce en partie sous le contrôle du chercheur – ici par exemple les choix initiaux du mode d'observation –, elle reste cependant largement déterminée par les contingences de l'enquête, elles-mêmes dépendantes des configurations du monde social étudié. En d'autres termes, exercer sa vigilance n'empêche pas d'être confronté à ce qui irrémédiablement lui échappe. Les « calculs du chercheur » (Bizeul, 1998, p. 759) ne peuvent faire oublier « l'impossible quadrature de la relation d'enquête » (Bizeul, 1998, p. 769). Dans cette enquête au sein des maraudes, bien que des précautions aient été prises pour limiter les risques inhérents à la posture multisituée (par exemple le choix d'une observation à découvert et la divulgation de l'intention de varier les inscriptions organisationnelles), la force des normes régissant la sociabilité associative s'est malgré tout exprimée par un jugement rendu finalement défavorable sur la volonté du chercheur de circuler au sein des organisations responsables des maraudes.

Si la relation d'enquête n'est jamais totalement maîtrisée, ses incertitudes et ses renégociations apparaissent ici significatives pour comprendre des processus sociaux propres au monde social étudié. Cet article, en rendant compte des écueils d'une expérience d'observation participante, a montré que ceux-ci peuvent en même temps se révéler des leviers pour l'analyse, dévoilant les conditions organisationnelles qui construisent et encadrent les engagements au sein des maraudes. Finalement, la posture multisituée du chercheur et l'entorse à laquelle elle a donné lieu ont permis de révéler les jeux de positions des organisations sur un marché où l'offre de services est abondante et les acteurs en concurrence.

Notes

¹ C'est d'ailleurs l'exemplarité parisienne de cette diversité d'opérateurs qui a justifié la restriction du territoire d'enquête à la capitale française.

² Cette citation entre guillemets ainsi que la suivante sont extraites du « Cahier des charges relatif à la coordination des maraudes dans Paris », rédigé en 2007 et piloté par la Préfecture et la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales de Paris.

³ Pour des raisons de confidentialité, les noms des organisations associatives sont fictifs. Il en sera de même pour les noms des lieux et des personnes rencontrées au cours de l'enquête, intervenants comme usagers.

⁴ Cette formation prenait place dans les préconisations du cahier des charges précédemment cité.

⁵ Ce devoir est un principe premier de la charte éthique rédigée en 2008 : « La maraude représente l'engagement solidaire de bénévoles et de professionnels [...] qui témoignent au quotidien du devoir de sollicitude et de non-abandon » (p. 2 de la charte « Ethique et maraude »).

Références

- Abbott, A. (1988). *The system of professions. An essay on the division of expert labor*. Chicago, IL : University of Chicago Press.
- Arborio, A. M., Cohen, Y., Fournier, P., Hatzfeld, N., Lomba, C., & Muller, S. (Eds). (2008). *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*. Paris : La Découverte.
- Beaud, S., & Weber, F. (2003). *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : La Découverte.
- Becker, H. (1985). *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris : Métailié.
- Bizeul, D. (1998). Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause. *Revue française de sociologie*, 39(4), 751-787.
- Bizeul, D. (1999). Faire avec les déconvenues. Une enquête en milieu nomade. *Sociétés contemporaines*, 33-34, 111-137.
- Breviglieri, M. (2005). Bienfaits et méfaits de la proximité dans le travail social. Dans J. Ion (Éd.), *Le travail social en débats* (pp. 219-234). Paris : La Découverte.
- Broqua, C., (2009). L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant. *Genèses*, 75, 109-124.
- Buscatto, M. (2010). *La fabrique de l'ethnologue. Dans les rouages du travail organisé*. Toulouse : Octarès Editions.
- Damon, J. (2002). *La question SDF. Critique d'une action publique*. Paris : Presses universitaires de France.
- Demazière, D., Horn, F., & Zune, M. (2011). Ethnographie de terrain et relation d'enquête. Observer les « communautés » de logiciels libres. *Sociologie*, 2, 165-183.
- Fassin, D., & Bensa, A. (Eds). (2008). *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*. Paris : La Découverte.

- Havard-Duclos, B., & Nicourd, S. (2005). *Pourquoi s'engager? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*. Paris : Payot.
- Hughes, E. (1996). *Le regard sociologique. Essais choisis*. Paris : Éditions de l'EHESS.
- Jounin, N., (2009). *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*. Paris : La Découverte.
- Loison-Leruste, M., & Hély, M. (2013). Des entreprises associatives en concurrence : le cas de la lutte contre l'exclusion. Dans M. Hély, & M. Simonet (Eds), *Le travail associatif* (pp. 191-207). Paris : Presses universitaires de Paris Ouest.
- Nicourd, S. (2009). Éducation populaire : organisation du travail associatif et action publique. *Entreprises et histoire*, 56, 62-72.
- Schwartz, O. (1993). L'empirisme irréductible. La fin de l'empirisme? Dans N. Anderson (Éd.), *Le hobo. Sociologie du sans-abri* (pp. 265-305). Paris : Nathan.
- Simonet, M. (2010). *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit?* Paris : La Dispute.
- Strauss, A. L. (1992). *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*. Paris : L'Harmattan.

Caroline Arnal est doctorante en sociologie et membre du laboratoire PRINTEMPS (CNRS-UVSQ). Elle termine actuellement une thèse sur les dynamiques de l'action associative caritative à partir du cas de l'activité des maraudeurs à Paris. Fondée sur une démarche ethnographique mêlant en particulier l'observation participante et les entretiens biographiques, son travail explore plus particulièrement les formes d'organisation et de régulation de ce mode d'intervention sociale qui mobilise une diversité d'acteurs collectifs et individuels.